

ANGLAIS
ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS
ÉPREUVE À OPTION : ÉCRIT

Stéphane Porion, Jean-Christian Vinel

Coefficient : 3 ; durée : 6 heures

Le jury d'anglais de la série B/L a été entièrement renouvelé cette année. Les deux nouveaux membres, Stéphane Porion et Jean-Christian Vinel, tiennent avant tout à remercier chaleureusement Cécile Coquet, membre du jury de 2011 à 2014, d'avoir assuré une transition facile et agréable par sa disponibilité et ses conseils.

Présentation du sujet

Le sujet retenu cette année invitait les candidats à réfléchir à l'histoire des syndicats et des mouvements ouvriers aux Etats-Unis et en Grande Bretagne. Composé de cinq textes, le dossier couvrait une longue période allant d'un réquisitoire publié en 1887, sur fond de luttes sociales, par George McNeill, l'un des dirigeants du syndicat américain *knights of labor*, aux mémoires publiés en 2010 par l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, l'artisan du New Labour. C'était autant l'action syndicale que sa représentation dont il fallait analyser la naissance et ses reconfigurations : le dossier permettait d'analyser tour à tour l'impact de la révolution industrielle et la naissance de la question sociale, l'institutionnalisation du syndicalisme et ses limites, mais aussi la désindustrialisation et la crise de l'institution syndicale dans la société contemporaine

De nature historique, cette réflexion était facilitée par les retours à l'histoire que faisaient tous les textes, qu'ils reviennent à la révolution américaine, comme le texte n°1, ou à l'histoire du mouvement ouvrier, comme les textes 2, 3, 4 et 5. Cependant, effectuer un solide travail de contextualisation était ici nécessaire, d'une part pour restituer au mieux le point de vue des auteurs des textes, mais aussi pour amorcer la comparaison entre les cas américains et britanniques, les textes traitant soit de l'un soit de l'autre, mais jamais des deux à la fois. Les mouvements syndicaux sont, bien sûr, marqués par des histoires profondément différentes, du point de vue politique comme du point de vue social, et une connaissance préalable de ces différences facilitait bien sûr la comparaison et l'exploitation des textes. Certains candidats, fort bien préparés, ont particulièrement brillé par la richesse de leurs connaissances, y compris bibliographiques.

Au-delà de sa dimension diachronique, le dossier se caractérisait également par son caractère politique : il invitait le candidat à réfléchir au rapport que les syndicats entretiennent avec la démocratie, qu'il s'agisse de leur rôle dans un système démocratique ou de leur propre fonctionnement. Là encore, malgré les différences bien connues entre les syndicats américains et britanniques, il était possible d'échafauder une comparaison facilitée par la présence conjointe de différents points de vue sur la question. Si George McNeill, Ben Tillet et Martin Luther King défendaient la nécessité de l'action syndicale, Daniel Di Salvo et Tony Blair se montrent, certes pour des raisons différentes, hostiles aux mouvements que les premiers soutenaient.

A la lecture, ce dossier laissait ainsi entrevoir une histoire allant de la défense de l'action syndicale au XIX^e siècle à la critique des syndicats comme simples reliquats du passé au début du XXI^e siècle. Il appartenait toutefois aux candidats, et certains l'ont fait avec brio, de ne pas se laisser enfermer par cette perspective, l'erreur consistant à se contenter de voir comment les cinq documents pouvaient être assemblés et réconciliés de manière à constituer les étapes successives d'une histoire très finaliste (nombre de candidat(e)s ont utilisé une problématique faiblement élaborée, « the evolution of trade unions in the US and the UK »). Au contraire, il fallait tenter de comprendre les mécanismes de la construction/déconstruction de la légitimité de l'action du syndicalisme au cours de l'histoire.

Une fois ce travail préalable réalisé, il était possible d'amorcer une réflexion synthétique à partir de trois axes. Le premier que l'on pourrait appeler « réforme ou révolution ? », portait sur les objectifs et les desseins des syndicats ouvriers depuis le XIX^e siècle. Le deuxième axe de réflexion portait sur la sociologie du mouvement ouvrier, un élément important non seulement à cause de la ségrégation raciale aux USA, mais également à cause des clivages entre ouvriers qualifiés et non qualifiés, ou encore du débat sur les agents publics. Enfin, un troisième axe de réflexion possible émergeait de la contestation néo-libérale visible, à des degrés divers et dans des formes distinctes, dans les textes de MLK, Di Salvo et Blair.

Le premier document est extrait d'un ouvrage intitulé *The Labor Movement of Today*, dans lequel George McNeill expose l'essentiel de la pensée politique qui anime les *knights of labor* de leur création en 1869 à leur déclin dans les années 1890. Dans un contexte social très tendu (on parle en anglais de *great upheaval* en référence aux années 1880, et l'on dénombre plus de 1800 grèves dans la seule année 1886, au cours de laquelle Chicago devient le théâtre de la tragédie de Haymarket), l'auteur formule une critique classique du *Gilded Age* (pour reprendre, comme certains candidats l'ont fait, à juste titre d'ailleurs, la judicieuse formule de Mark Twain), celle d'une époque faite de progrès techniques et technologiques s'accompagnant d'inégalités sociales croissantes, sur un fond culturel matérialiste où le profit et l'individualisme priment la quête d'un bien commun que les thuriféraires de la philanthropie ne sauraient défendre.

D'une phrase restée célèbre (« *We declare that there is an irresistible conflict (...) republican system of Government* »), McNeill résume l'urgence de la question sociale (*labor question* en anglais). Ce « conflit » demande cependant à être étudié de près. En

dépit des accents marxistes de son réquisitoire, McNeill ne se place pas vraiment dans le sillage de Marx. S'il est un terme essentiel à la compréhension du texte, c'est sans doute celui de « *producer* », qui recouvre alors les ouvriers, mais aussi les travailleurs qualifiés, les artisans, et les patrons d'entreprise de petite taille, c'est à dire tous ceux qui participent à « produire » des richesses par leur travail. Au contraire, selon les *Knights of labor*, les banquiers, investisseurs, capitaines d'industrie et autres avocats qui accompagnent l'essor des grandes entreprises et du capital dans la société américaine sont des « parasites » : ils exercent une influence trop importante sur l'organisation de l'économie, la distribution des richesses et les rapports de pouvoir qui la structurent, influence d'autant plus néfaste que les institutions politiques, y compris le pouvoir judiciaire, peinent à remplir leur rôle.

Si le terme « *working class* » et « *class* » sont absents du texte, c'est que l'objectif de McNeill n'est pas de dénoncer le capitalisme en soi (ce terme est lui aussi absent du texte), mais d'abord d'insister sur la contradiction née de la tension entre le statut de citoyen des ouvriers (qui disposent massivement du droit de vote depuis les années 1830), et leur statut à l'usine. La soumission dénoncée par l'auteur se traduit à la fois par la discipline au travail et l'acceptation de l'autorité totale du patron, mais aussi par la précarité de la condition sociale des ouvriers. McNeill ne voit pas la classe sociale comme la conséquence structurelle de l'organisation du capitalisme, mais comme une perversion du projet politique américain, celui des « *Fathers* » (référence aux pères fondateurs). De fait, il oppose l'esclavage du salariat à l'égalité républicaine héritée de la création des États-Unis, dans un registre similaire à celui des abolitionnistes avant la guerre de sécession. Il n'est pas anodin que McNeill soit né de parents très investis dans le combat contre l'esclavage.

Il appartenait dès lors aux candidats de bien dénouer les fils américains de la critique de l'esclavage du salariat (déjà abordée par Jefferson pour qui salariat et citoyenneté républicaine sont incompatibles), mais aussi de rappeler que pour les *knights of Labor* elle débouchait sur la défense de lois prescrivant la journée de huit heures, sur l'arbitrage des conflits ouvriers, l'action politique, ou encore la création de coopératives ouvrières. Par ailleurs, il convenait de noter que si les *knights* ouvrirent leurs portes à tous les « producteurs », y compris les ouvriers Noirs, ils combattirent avec véhémence la concurrence des *coolies*, les travailleurs chinois sous contrat dont ils demandaient l'exclusion par la loi, donnant lieu au *Chinese Exclusion Act* de 1882, que certains candidats n'ont pas manqué de citer.

Le deuxième document était un extrait de l'autobiographie de Ben Tillett (publiée en 1931) dans lequel l'auteur revenait sur l'histoire du mouvement ouvrier britannique de la deuxième moitié du XIX^e siècle et relatait sa difficile entreprise d'organiser le mouvement des dockers dans l'Est de Londres. Rappelons que le syndicat des dockers (*The Dock, Wharf, Riverside and General Workers' Union*) fut créé dans les années 1880 et fusionna avec d'autres syndicats de transport en 1922 pour former le T.G.W.U (*The Transport and General Workers' Union*) qui devint le syndicat le plus important en Grande-Bretagne. Le jury n'attendait évidemment pas cette information de la part des candidats, mais il a apprécié toutes les analyses qui ont souligné, par le biais du point de vue de l'auteur, la difficulté du mouvement

syndical britannique à intégrer un maximum d'ouvriers de statuts différents. En effet, une bonne connaissance du mouvement syndical en Grande-Bretagne depuis 1850 par les candidats devait les amener à remarquer la mention de « *New Trade Unionism* » à plusieurs reprises dans le texte, leur rappelant qu'avant les années 1880, les syndicats, tels que *The Amalgamated Society of Engineers, Machinists, Smiths, Millwrights and Pattern-Makers* (1851), ne représentaient que les ouvriers qualifiés. Le texte décrit la période des « *new model unions* » (1850-1880), syndicats représentant des ouvriers qualifiés (« *skilled craftsmen* » dans le texte) qui leur octroyaient des aides financières en cas de retraite ou de maladies (« *benefits* »). Comme le rappelle l'auteur, ces ouvriers qualifiés s'étaient bien accommodés du système capitaliste mis en place pendant la révolution industrielle. En comparant avec les autres documents, les candidats pouvaient dès lors commencer à réfléchir à la sociologie des mouvements ouvriers et syndicats assez hétéroclite dans les deux pays. Par ailleurs, ce passage transcrit l'espoir de l'auteur de pouvoir inscrire son combat dans la droite ligne de Robert Owen qui avait tenté en 1833-1834 de fédérer tous les syndicats dans un projet commun visant à créer « *A Grand National Moral Union of the Productive Classes of Great Britain and Ireland* »). Tout comme Owen, l'auteur insiste sur les difficultés rencontrées pour arriver à un tel but.

De plus, Ben Tillett rappelle quels étaient les moyens légaux dont il disposait pour atteindre un tel but : « *constitutional propaganda* » & « *strikes* » pour négocier de meilleurs salaires. Un bon candidat pouvait mentionner les lois de 1871 et 1875 qui consistaient à autoriser le droit de grève ou plus tard les piquets de grève sans violence. Toutefois, comme le remarque l'auteur, il était difficile de faire passer un message parmi les dockers, où une fois une grève terminée, les ouvriers peu qualifiés avaient tendance à voir dans l'obtention de gains immédiats en termes salariaux (comme le fameux « *dockers' tanner* », revendication centrale de la grève de 1889) une fin à soi, qui ne nécessitait donc pas une syndicalisation permanente. Par ailleurs, il convient de souligner que le *Trades Union Congress*, formé en 1868, se refusait à s'ouvrir aux syndicats d'ouvriers peu ou pas qualifiés. D'où la remarque suivante, qu'il n'existait pas en Grande-Bretagne « *a Trade Union tradition* » parmi les ouvriers.

Les bons candidats ont montré avec brio que Ben Tillett avait bien compris que la cause syndicale devait transcender le monde des ouvriers et que pour être légitime dans un pays démocratique, elle devait être défendue par des hommes politiques au parlement. L'auteur mentionne ses relations avec des syndicalistes de l'ancienne génération devenus députés Lib-Lab (George Howell par exemple) ou avec Beatrice Webb, figure de proue des Fabiens. Selon cette dernière, la cause des ouvriers, tout comme leurs conditions de travail, devaient être améliorées de manière organique ; en d'autres termes par la loi votée par des députés qui représenteraient les intérêts des ouvriers au parlement, et non pas par la révolution – (position défendue par les marxistes). Toutefois, l'auteur dénonce son côté condescendant qui relève à la fois d'une question de classe (« *rather aristocratically prejudiced visitor* ») et de position intellectuelle : de par son association avec les syndicalistes de l'ancienne génération, Béatrice Webb adoptait une position paternaliste par laquelle les Fabiens pourraient montrer la voie à suivre aux ouvriers, notamment non qualifiés.

Dès 1873, la Grande-Bretagne fut frappée par une dépression qui se termina en 1886, mais qui fut suivie de grèves mémorables (comme celle des « *match girls* » en 1888). Cette fin de siècle, fut aussi marquée par une concurrence internationale, notamment celle des États-Unis, qui fit perdre à la Grande-Bretagne son statut d'atelier-monde (« *workshop of the world* »). À ces changements économiques, s'ajoutait la réforme électorale de 1884 qui donnait le droit de vote à une partie des ouvriers peu qualifiés (en Angleterre, deux tiers des hommes avaient désormais le droit de vote). Étant néanmoins dépourvus de parti pour les représenter au Parlement – l'*Independent Labour Party* fut seulement fondé par Keir Hardie en 1892 et fut une initiative relativement isolée avec la création du Parti travailliste à la suite d'une coalition de forces en 1906 –, ces derniers furent d'autant plus enclins à se réunir dans leurs propres organisations syndicales qu'ils étaient exclus des organisations déjà existantes (*New Model Unions*) qui les excluaient, comme le T.U.C. C'est ainsi que l'on peut parler de « *New Trade Unionism* » dans le pays à la fin du siècle.

Le troisième document ramenait les candidats dans le domaine américain. Extrait d'un discours prononcé lors de l'assemblée générale de l'AFL CIO en 1961, ce document permet de voir comment Martin Luther King tente alors de poser les bases d'une alliance durable entre le mouvement pour les droits civiques et le mouvement syndical, alliance qu'il appelle de ses vœux depuis le boycott des bus de Montgomery en 1955. En s'adressant aux dirigeants de l'AFL-CIO, King ne se fait guère d'illusions : il sait fort bien que depuis la réunion des deux confédérations en 1955, le conservatisme racial et politique de l'AFL –héritage du XIX^e siècle et du déclin des *Knights of Labor*-- a pris le pas sur le progressisme du CIO. Alors que depuis sa création en 1935, le CIO s'est montré plus enclin à promouvoir l'égalité raciale dans l'emploi -- sans pour autant, loin sans faut, toujours y parvenir-- en 1959, les caciques de l'AFL-CIO n'ont pas hésité à exclure A. Philip Randolph, l'architecte de la Marche sur Washington en 1941, en réponse à ses critiques sur l'immobilisme syndical en matière raciale. King demande donc à l'AFL-CIO de dépasser les traditionnels discours lénifiants sur l'égalité raciale (« *to say that we are friends would be an empty platitude* ») et de démanteler les mécanismes assurant aux ouvriers blancs un monopole sur les emplois les mieux rémunérés à l'usine. Dans le Nord comme dans le Sud, ces mécanismes vont des emplois réservés à l'exclusion pure et simple des syndicats présents à l'usine. Personne, dans l'assistance, n'a sans doute plus conscience de cet état de fait que le président de l'AFL-CIO lui-même, George Meany, qui est membre d'un syndicat de plombiers réservant l'apprentissage aux ouvriers de race blanche. On attendait donc des candidats qu'ils voient bien que pour Luther King, le mouvement pour l'égalité raciale dépasse de très loin l'abolition du système Jim Crow et l'égalité devant la loi (qui viendront, rappelons le en 1964 avec le *Civil Rights Act* et 1965 avec le *Voting Rights Act*) : travail et emploi sont des enjeux tout aussi importants.

À Miami Beach, MLK plaide donc avant tout pour une redéfinition des frontières sociologiques de la classe ouvrière américaine. D'abord en rappelant que les Noirs américains en font partie intégrante, leur besoins en matière de lois sociales

étant les mêmes (*Old Age Security, housing, Welfare* etc). En énumérant ces aspirations, MLK dresse implicitement la liste des lois du New Deal mises en place pour protéger les américains de l'insécurité économique mais, en creux, il rappelle aussi que très souvent, les Noirs en furent exclus malgré la rhétorique universaliste des architectes de l'Etat-Providence américain. MLK affirme ensuite que les intérêts des ouvriers blancs sont liés aux leurs (« *duality of interests* »), affirmation qui mérite d'être discutée. Si King a raison d'insister sur les menaces communes du chômage et de l'automatisation des usines dans un marché du travail racialement segmenté, ouvriers Noirs et Blancs ne sont pas dans des positions symétriques face à elles : le taux de chômage des Noirs américains est deux fois plus élevé, leurs salaires sont inférieurs de moitié et ils sont deux fois plus nombreux à vivre dans la pauvreté. De fait, l'automatisation des usines inquiète d'autant plus les dirigeants du mouvement pour les droits civiques qu'elle remet en cause les faibles progrès réalisés depuis la Deuxième guerre mondiale et promet de rendre la démocratisation raciale de l'emploi encore plus difficile. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les remarques « *Labor cannot lack understanding of the Negro's impatience, it cannot speak with the reactionary's calm indifference* ».

C'est donc aussi en identifiant un ennemi commun que MLK espère rapprocher mouvement ouvrier et mouvement pour les droits civiques. Sans détour, il reproche au mouvement syndical de ne pas avoir pris la mesure de la menace que constitue l'essor d'un mouvement réactionnaire (« *ultra right* ») à la droite du parti Républicain. Celui-ci est certes composé de groupes à la réputation sulfureuse (« *crude and vicious falsehoods* ») comme la *John Birch Society*, souvent critiquée, y compris à droite, pour le manque de crédibilité des accusations de communisme que son président prononcera à l'encontre de Earl Warren, le président de la Cour suprême, mais aussi d'Eisenhower. Cependant ce mouvement s'appuie également sur une alliance entre Républicains farouchement opposés au New Deal (« *reactionaries* », Goldwater par exemple) et Démocrates du Sud (« *dixiecrats* » comme Storm Thurmond), et enfin sur le complexe militaro-industriel. Son discours prend ici des accents prémonitoires : c'est tout le New Deal, explique MLK, qui se trouve à terme menacé si le mouvement syndical ne parvient pas à transcender les clivages raciaux à l'usine pour s'opposer à cette réaction (« *these menaces threaten everything decent and fair in American life. Their target is liberals, labor* »). Marquée dans le Sud par l'adoption de lois antisyndicales dites « *right to work* » (« *laws that curb labor* ») celle-ci renverrait les ouvriers à des conditions similaires à celles déjà dénoncées au XIX^e siècle (« *those who in the second half of the 19th century...regain the despotism of that era* »).

In fine, MLK propose donc au mouvement syndical de revenir à l'essence du New Deal : démocratiser l'Amérique dans les domaines sociaux et économiques (« *chart a course which distributes abundance to all instead of concentrating it among the few* ») projet qui avait achoppé en 1938 sur l'échec de la tentative de Roosevelt de « purger » le parti des conservateurs du Sud (« *retool the South* »). Mais en dépit du soutien apporté au mouvement pour les droits civiques par certains syndicats comme les *United Auto Workers*, l'AFL-CIO dans son ensemble n'est pas prête à endosser le rôle que lui assigne MLK : la confédération syndicale refusera d'ailleurs

de s'associer officiellement à la grande manifestation de 1963 sur le Mall à Washington.

Près de cinquante ans séparent le discours de MLK du quatrième document, un article publié par le politologue Daniel Di Salvo dans le *National Journal*, hebdomadaire apprécié des élus américains (Démocrates et Républicains) et de leurs assistants pour les analyses politiques qu'il propose. En 2010, dans un contexte de crise budgétaire des États membres, alors que la campagne électorale fait une large place aux hommes politiques remettant en cause les conventions collectives signées avec les États et collectivités locales par les syndicats représentant les agents du publics (notamment l'*American Federation of State, County, and Municipal Employees - AFSCME--*), Di Salvo propose une mise en perspective historique aussi utile que polémique. L'analyse proposée débouche sur une question de fond : le droit à l'action syndicale est-il un droit historiquement situé et limité au système fordiste, ou est-il au contraire un droit universel, dont tout salarié et employé devrait pouvoir se prévaloir ? On attendait des candidats qu'ils se saisissent du texte pour réfléchir à cette question, qui divise républicains et démocrates sans pour autant trouver de réponse simple.

Dans cet extrait, l'auteur propose d'abord un portrait du syndicalisme contemporain, transformé par l'afflux d'ouvriers Noirs américains et de femmes au cours des dernières décennies. Mais c'est principalement le développement du syndicalisme des agents publics qui retient ici son attention, car en chiffres absolus, ces derniers représentent désormais la moitié des salariés syndiqués aux USA. L'on pourrait voir dans cette évolution la conséquence de l'efficacité et de la nécessité de l'action syndicale dans le secteur public, mais l'auteur avance surtout qu'elle relève d'une anomalie. Du col-blanc à la vie en banlieue, en passant par un niveau d'éducation plus élevé, Di Salvo passe en revue les éléments constitutifs, chez les agents publics, d'une vie de classe moyenne, en rupture avec la figure traditionnelle de l'ouvrier (« *beefy laborer in a hard hat with steel-toed boots* ») et la question des inégalités sociales que son image évoquait. Selon l'auteur, ces syndicats sont des groupes d'intérêts qui ne représentent pas les américains les plus démunis (« *represent a vastly different slice of America ...* »), manière de dire qu'ils ne devraient peut-être pas bénéficier des mêmes protections législatives. L'opposition col-bleu / col-blanc faite ici appelle bien sûr la discussion. En effet, dès les années 1950, des observateurs tels que Seymour Martin Lipset analysaient déjà le syndicalisme des cols-bleus de l'AFL-CIO comme un syndicalisme de classe moyenne, aux tendances conservatrices, bien loin des luttes ouvrières de la fin du XIX^e siècle. Certains candidats n'ont pas manqué de noter.

Reste que dans le privé, les syndicats ont connu de lourdes pertes depuis les années 1980. DiSalvo mentionne cet effondrement au début du texte, mais ne s'étend guère sur ses origines. S'il remarque que les syndicats du public sont moins puissants dans les « *right to work states* », il ne cherche pas non plus à en tirer de conclusions et laisse tout l'impact des luttes anti-syndicales dans l'ombre. Plus encore, il avance que par la signature de conventions collectives, les employés du public se seraient

protégés de la logique du marché et de la flexibilité qui, depuis les années 1980, ont conduit à des conditions de travail plus difficiles dans le privé où les classes moyennes ont souffert et les syndicats se sont effondrés.

Il n'est donc guère difficile de voir le portrait que fait l'auteur des agents publics et de leurs organismes de représentation : ce seraient avant tout des privilégiés dont la puissance collective serait, de fait, dangereuse pour l'intérêt général (« *public welfare* »), qu'elle s'exerce par un recours possible à la grève ou par la négociation collective. On attendait ici des candidat(e)s qu'ils réfléchissent aux arguments présentés ici : primo, que l'État n'est pas une entreprise dont la grève peut arrêter la production ; deuxio, que la négociation par l'État avec des syndicats compromet le principe de la souveraineté que le peuple délègue aux élus par le processus électoral. Dans un contexte fait de débats acrimonieux sur les difficultés budgétaires des États, on devine toute l'importance de ce débat. Pour en prendre toute la mesure, il faut cependant garder à l'esprit, comme l'ont remarqué certains candidat(e)s, qu'aux États-Unis, les syndicats sont des sources importantes de financement électoral et qu'ils soutiennent massivement les candidats démocrates. Hélas, s'il a été bien compris, le texte de DiSalvo a très souvent fait l'objet d'une simple paraphrase, un très grand nombre de candidats reprenant son propos à leur compte sans chercher à y réfléchir.

Le dernier document était un extrait de l'autobiographie de Tony Blair publiée en 2010, dans lequel l'ancien Premier ministre New Labour offre une critique du système syndicaliste en Grande-Bretagne (tout comme le document 4) et, dans une large perspective, cautionne les différentes lois anti-syndicalistes mises en place par les gouvernements Thatcher entre 1980 et 1984. Ainsi, les bons candidats ont pensé à définir ce qu'était la « troisième voie » ou « New Labour » afin de se demander dans quelle mesure Tony Blair avait modernisé son propre parti dans la lignée du Thatcherisme. Le jury attendait que les candidats mentionnent l'abandon de l'article IV de la constitution du Parti travailliste (*Clause IV*) visant à refondre l'idéologie du parti, et a particulièrement apprécié les bonnes remarques sur l'idée de « Blatcherisme » ou de « nouveau consensus thatcherien ».

Tony Blair souligne à plusieurs reprises que le contexte socio-économique du pays a changé (« *a context so changed* », « *not in touch with the modern world* ») et que les syndicats ne se sont pas adaptés aux nouveaux enjeux et ont refusé de le faire. Tout comme le document précédent, il note que le nombre de syndiqués a diminué (« *dwindling adherents* ») et met en cause les tactiques, stratégies et le leadership des syndicats. L'enjeu pour le New Labour était de prendre ses distances avec les syndicats une fois au pouvoir (voir le dernier paragraphe du texte). Ce fut chose faite puisque, même si le Parti travailliste créé en 1906 englobait en son sein les syndicats et était ainsi dépendant de ses sources de financement, Blair essaya de chercher un soutien financier autre : dès les années 2000, la proportion des finances du parti assurée par les syndicats diminua drastiquement, comme l'ont souligné les bonnes copies. Toutefois, Blair rappelle que ce ne fut pas une mince affaire pour refondre l'idéologie du parti et que, même conscient de ces problèmes dès le début des années 1980, son

parti sous la bannière de New Labour ne revint au pouvoir qu'après 18 années de règne conservateur.

Par ailleurs, Blair rappelle que les gouvernements successifs de la fin des années 60 et du début des années 70, respectivement dirigés par Harold Wilson (travailliste) ou Edward Heath (conservateur) ont tenté de s'attaquer progressivement au pouvoir des syndicats. C'est ce qu'il nomme dans le texte (« *an evolutionary attack* »). Toutefois, les résultats furent extrêmement limités et les bons candidats ont rappelé qu'Edward Heath a perdu les législatives de 1974, après une série de confrontations et de grèves avec les mineurs, malgré le slogan de campagne « *who governs Britain ?* ». On comprend aisément pourquoi la seule solution était pour Margaret Thatcher de mener « *a revolutionary attack* », encouragée notamment par les événements du « *Winter of Discontent* ». De nouveau, les bonnes copies ont insisté sur le fait que Thatcher avait fait de sa volonté de réduire le pouvoir des syndicats son cheval de bataille pendant la campagne des élections législatives de 1979, en contextualisant bien l'hiver du mécontentement.

Enfin, ce texte soulève, comme d'autres documents, la question de la légitimité du pouvoir syndical et dans quelle mesure ses actions étaient acceptables, voire démocratiques, dans le pays. Blair s'appuie sur la grève des mineurs de 1984-1985, menée par Arthur Scargill contre le gouvernement Thatcher, pour rappeler que le Premier ministre fut démocratiquement élu, contrairement à Scargill (« *a leftist union leadership that was obviously undemocratic* »). En effet, l'une des controverses sur la grève des mineurs porte sur la légitimité du conflit et la manière dont il a commencé sans « secret ballot ».

Toutes les bonnes analyses du document ont montré une bonne maîtrise du contexte politique et historique, ainsi que des connaissances précises sur le Thatchérisme et le Blairisme. Nous encourageons les futurs candidats à poursuivre leurs efforts sur ces périodes, puisque les rapports de jury des sessions précédentes avaient indiqué d'importantes lacunes sur ces thématiques-là qui semblent peu à peu être mieux comblées.

Statistiques de l'épreuve 2015

Cette année, 305 candidats (sur 314 inscrits) ont composé une copie d'option anglais lors des épreuves écrites du concours. La moyenne de ces copies est de 6,86/20, soit une moyenne inférieure à celle obtenue par les candidats du concours 2014 : 7,60/20. Cet écart s'explique d'abord par le trop grand nombre de copies (27) ne comportant qu'une introduction longue, en général de deux ou trois pages à peine, voire d'une seule. Évaluées entre 1/20 et 2/20 selon la qualité de l'anglais et de l'introduction qui y est proposée, ces copies ont nul doute tiré la moyenne vers le bas, celle-ci remontant à 7,16/20 si l'on ne tient compte que des copies composées par des candidats ayant « joué le jeu ». Le jury voudrait donc insister sur le fait qu'une introduction, aussi bonne et intéressante fut-elle, n'a de sens que si elle précède un

devoir en bonne et due forme, écrit dans le respect de la consigne. Au concours d'entrée à l'ENS, comme à l'agrégation, une copie ne comportant qu'une introduction ne peut que recevoir une note très basse. Contrairement au jury précédent, il ne nous semble pas souhaitable de réserver un certain nombre de points à l'introduction afin d'en faire une évaluation indépendante du reste du devoir.

Hormis ce problème, les copies corrigées lors de cette session conduisent à un bilan en demi teinte. L'épreuve a permis aux candidats anglicistes bien préparés de faire un pas vers l'admissibilité. Sur les 63 admissibles, 24 avaient pris l'anglais à l'écrit, (38%). De fait, la part des anglicistes sur la liste d'admissibilité est comparable à leur part des candidats dans l'ensemble (45% - 314/688). Il s'agit de devoirs évalués entre 10/20 et 18/20 pour les deux meilleurs d'entre eux. Ces copies présentent les caractéristiques attendues à ce niveau : elles sont non seulement rédigées dans un anglais de bon aloi grammaticalement parlant (sans pour autant être tout à fait exemptes d'erreurs), mais elles démontrent aussi une solide maîtrise du vocabulaire et de la syntaxe nécessaire à l'argumentation et l'analyse de documents dans le domaines des sciences sociales et humanités. En d'autres termes, on y retrouve des analyses fines servies par une langue juste.

A l'inverse, un très grand nombre de candidats, près d'un sur deux en fait (143/305), ont obtenu une note située en 4/20 et 6/20, laquelle sanctionne un anglais de niveau très insuffisant au regard des exigences du concours. Comme leurs prédécesseurs, les membres du jury déplorent donc que trop souvent, les candidats font de l'anglais un choix par défaut et, par la suite, ne se donnent pas tout à fait les moyens d'en faire un choix porteur.

Nous avons malheureusement dû déplorer un grand nombre d'erreurs inacceptables allant de la confusion aux fautes les plus élémentaires.

- ❖ La confusion entre *there* et *their* ; entre *has* et *as*, entre *its* et *it's*, *where* et *were*, entre *as* et *like*, entre *few*, *a few*, *little*, *a little*, entre *what*, *that*, et *which*, entre *who*, *whom*, et *that*.
 - ❖ De très nombreuses fautes dans l'utilisation du cas possessif, telles que **work's market*, **the oppressed's needs*.
 - ❖ L'emploi trop souvent fautif de *despite*, *whereas* et *although*
 - ❖ *Such* et *such as* sont souvent mal employés.
 - ❖ *Because of* devient parfois **because that*.
-
- ❖ Le mauvais emploi de l'article défini et de l'article zéro, notamment avec des termes comme *democracy*, *labor*, *unemployment*, ainsi que la confusion entre *a* et *an*
 - ❖ Les fautes de verbes irréguliers, pourtant déjà signalées dans les rapports précédents et faciles à éradiquer.
 - ❖ De nombreuses erreurs dans l'utilisation du singulier et du pluriel (**every workers*), y compris dans l'utilisation des adjectifs ;
 - ❖ le mauvais emploi des comparatifs et superlatifs,

- ❖ Des tournures à proscrire souvent signalées dans les rapports, telles que *it exists... ; * As Blair remarks it...

Dans le domaine lexical, nous avons repéré un nombre trop élevé de confusions (dont *miners* et *minors* !), emplois impropres, et de néologismes malencontreux

- ❖ Confusion entre *economic* et *economical* ; *labor, jobs, work, salary, wage,*
- ❖ Confusion entre *mean* et *means, after* et *later, overt* et *open, speech* et *discourse, politics* et *policy, answer* et *response*
- ❖ L'emploi impropre de *to inscribe, qualify, come back* (on ne peut dire : *in this text T. Blair comes back on his career), *Know* (on ne dit pas *to know an evolution).
- ❖ Des barbarismes: *inequal ; *highlight, *depaint, *melancholia, *to opposite, *soumission, *deprave (au lieu de *deprive*), *to considerate, *to provoke, * to revendicate ;
- ❖ Des horreurs : *changement, *increasement, *to evolute
- ❖ Des erreurs qui relèvent de lacunes en histoire et civilisation des États-Unis : en anglais on ne dit plus « anglo-saxon » pour les pays de langues anglophones, notamment les USA, et l'on ne dit plus « Negroes » non plus, mais African-Americans. *Liberal, conservative, progressive*, font l'objet à la fois de fautes de forme et de sens dans le contexte américain (*liberal* et *progressive* devenant trop souvent *liberalist et *progressivist).

Le jury encourage d'une part les candidats à prendre l'habitude de faire des relectures ciblées, ie de faire un repérage systématique des fautes qu'ils commettent souvent. D'autre part, de nombreux candidats gagneraient à faire des lectures d'articles en histoire et science sociales afin de se familiariser davantage avec l'anglais qui y est pratiqué.

Methodologie

Si nous avons lu de nombreuses introductions intéressants, rares étaient celles qui remplissaient totalement leur rôle : proposer une présentation de l'auteur, un court résumé de l'argumentation générale du texte, et contextualiser le document. Ce sont là des étapes essentielles à la construction conceptuelle de la synthèse. Trop souvent une véritable annonce de plan fait défaut. La problématique, en revanche, si elle était parfois un peu trop mécanique et sommaire (les syndicats sont-ils démocratiques ?) était en général bien présente.

Nous avons aussi remarqué les efforts consentis sur les transitions, mais la conclusion générale, étape essentielle du devoir qui permet de revenir à la problématique pour en proposer une résolution, est trop souvent bâclée. Il faut donc

rappeler toute l'importance du ou des paragraphes qui concluent un devoir même imparfait, car ils renforcent la démonstration et révèlent parfois un recul qui n'est pas toujours apparent dans la démonstration.

Un défaut déjà noté dans le rapport de l'an dernier était encore récurrent cet année : le passage d'un document à un autre sans rappel du contexte historique. S'il est légitime de comparer ce que disent McNeill et MLK, il ne l'est guère de le faire sans cadrage historique permettant de situer chaque élément dans son contexte. C'est important parce que des mots peuvent avoir une signification différente, mais aussi, plus simplement, parce que le cadre législatif, politique et juridique dans lequel MLK et McNeill parlent du syndicalisme sont fondamentalement différents.

Nous avons déjà signalé le problème de la paraphrase, qui fut particulièrement sérieux dans le traitement des documents IV et V. C'est là un défaut majeur dans une synthèse, qui peut être évité en menant à bien un travail d'explicitation des notions et des allusions à l'histoire présentes dans un document. Ce travail, cependant, ne doit pas conduire à des erreurs historiques. Trop souvent, dans le cas américain, les pères pèlerins sont confondus avec les pères fondateurs, la déclaration d'indépendance et la constitution sont mal connues et des éléments essentiels de l'histoire politique des USA, qu'il s'agisse du système Jim Crow, du New Deal sont trop peu maîtrisés pour être mobilisés à bon escient dans ce type de devoir.

Le jury a remarqué avec satisfaction que certaines des remarques méthodologiques contenues dans les rapports précédents ont été suivies d'effet. C'est notamment le cas pour les notions et concepts de sciences sociales, que les candidats ont très souvent mobilisés à bon effet, évoquant tour à tour le travail de Mancur Olson, Daniel Bell, Merton, ou Robert Castel. Nous les encourageons à continuer, ces apports ne pouvant qu'enrichir l'analyse.